

23 septembre 2020

Lettre du Président de la République adressée à M. David SASSOLI, Président du Parlement européen

[Télécharger le .pdf](#)

Monsieur le Président,

Cher David,

Vous avez pris la décision de ne pas tenir la session plénière de septembre à Strasbourg, siège du Parlement européen auquel la France est indéfectiblement attachée. Cette décision, la France la déplore profondément. Nous devons maintenant nous tourner vers l'avenir pour réparer cette situation au plus vite.

La situation sanitaire est certes difficile, mais elle l'est tout autant à Bruxelles qu'à Strasbourg. Les appréciations sont légitimes et les discussions au sein de l'institution que vous présidez le sont aussi. Mais, vous le savez, un travail de coopération rigoureuse a été engagé entre l'État, la ville de Strasbourg, les collectivités locales et vos services, pour appliquer un protocole sanitaire strict et offrir des garanties robustes, aux députés européens comme aux personnels administratifs.

Dans ces conditions, il vous incombe de mettre en œuvre sans délai le retour à la normalité institutionnelle et une reprise des sessions plénières à Strasbourg dès le mois d'octobre. Je souhaite également que nous puissions définir des mécanismes de compensation, qui pourraient par exemple prendre la forme d'un rallongement des sessions dans les prochains mois.

Monsieur le Président, je vous sais particulièrement attaché au siège de Strasbourg, qui est pour tous les Européens une ville de réconciliation et de paix, qui est aussi, pour la démocratie européenne, une garantie essentielle de diversité. C'est ensemble que nous devons continuer de faire de Strasbourg, en lien notamment avec le Conseil de l'Europe et son Assemblée, une capitale de la démocratie et des valeurs européennes. Dans quelques semaines, nous lancerons les travaux de la Conférence pour l'avenir de l'Europe. Je souhaite que l'ouverture de celle-ci puisse avoir lieu à Strasbourg au siège du Parlement européen, ainsi que nombre de ses travaux.

Sous mon autorité sera prochainement signé le contrat triennal liant pour la période 2021-2023 les collectivités concernées et l'État. Soyez assuré que ce contrat triennal portera dans ses objectifs comme dans ses moyens financiers cette ambition au service de l'Europe que nous appelons de nos vœux. La France mobilise des sommes significatives pour accueillir dans les meilleures conditions le Parlement européen et nous renforcerons son accessibilité.

Vous le savez mieux que personne, nous vivons un temps qui nous rappelle à quel point le fonctionnement des institutions est essentiel. Chaque jour, les vingt-sept États membres de l'Union agissent pour assurer la continuité de leurs débats démocratiques. Vivre avec le virus, c'est aussi poursuivre une vie démocratique la plus normale possible.

Dans ce combat nécessaire, vous pouvez être assuré que la France sera à vos côtés et ne laissera pas des prétextes politiques récupérer la crainte que soulève la pandémie pour mettre en cause ce symbole de l'unité retrouvée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Je compte sur toi. Le respect de nos traités me paraît indispensable, plus encore compte tenu de la période que nous vivons.

Avec mon amitié.

Emmanuel Macron.